



## Le patrimoine économique national en 2013 Deuxième année de stabilité

**F**in 2013, le patrimoine économique national s'élève à 13 345 milliards d'euros, soit près de huit fois le produit intérieur net de l'année. Comme en 2012, il est presque stable (+ 0,1 % en euros courants après - 0,3 %), notamment parce que les actifs non financiers, principalement des logements et des terrains bâtis, stagnent. Le patrimoine des ménages continue de croître mais à un rythme modeste (+ 1,8 % après + 1,7 %). Leur patrimoine non financier, constitué en majorité de logements et de terrains, est quasi inchangé après une légère baisse (- 0,1 % après - 1,3 % en 2012). Leur patrimoine financier continue quant à lui de progresser en raison de flux de placements toujours importants et de la revalorisation des titres détenus. En 2013, les fonds propres des sociétés non financières augmentent de 8,0 %, principalement grâce à des effets de marchés positifs sur le cours des actions. Cependant elles investissent peu, réduisent leurs stocks et limitent leur endettement. Par ailleurs la progression des cours accroît leur passif en actions de sorte que leur valeur nette diminue. Enfin, le passif des administrations publiques ralentit très nettement en raison de la baisse des cours des obligations.

Sylvain Humbertclaude et Léa Mauro, division Synthèse générale des comptes, Insee,  
Fabienne Monteil, direction générale des Statistiques, Banque de France

Depuis 2010, le patrimoine économique national (*définitions*) représente l'équivalent de près de huit fois le produit intérieur net (PIN) de l'année (*encadré - figure 1*). Fin 2013, il s'élève à 13 345 milliards d'euros (*figure 2*). Cependant, alors que le PIN croît de 1,0 % en 2013, le patrimoine stagne depuis 2012 (+ 0,1 % après - 0,3 % en 2012 et + 3,9 % en 2011). Le patrimoine non financier stagne (+ 0,2 % après - 0,6 % en 2012), tandis que les actifs et passifs (*définitions*) financiers augmentent au même rythme (+ 2,6 %, après + 4,7 % et + 4,4 % respectivement en 2012). Par conséquent, le patrimoine financier net reste faiblement négatif (- 196 milliards d'euros après - 180 milliards en 2012) et contribue donc très peu en 2013 aux évolutions du patrimoine total.

### Le patrimoine des ménages est ralenti par le recul des prix de l'immobilier

Fin 2013, le patrimoine des ménages (*définitions*) s'établit à 10 414 milliards d'euros, soit huit fois leur revenu disponible net (*figure 1*). Sa croissance est modérée pour la deuxième année consécutive (+ 1,8 % après + 1,7 % en 2012, *figure 3*), car si leur patrimoine financier continue de progresser nettement, leur patrimoine non financier est quasi stable. Le patrimoine des ménages est composé à 69 % d'actifs non financiers, pour l'essentiel immobiliers (*définitions*) (64 %). Or en 2013, la valeur du patrimoine en constructions et terrains stagne (+ 0,1 %). Les mises en chantier de logements neufs

reculent de nouveau et l'indice du coût de la construction diminue légèrement, entraînant une baisse de la valeur de l'investissement des ménages. Dans l'ancien, le recul des prix des logements se poursuit et s'accompagne d'une reprise du nombre de transactions. Au total, le patrimoine non financier est quasi stable (- 0,1 % après - 1,3 % en 2012). Les actifs financiers des ménages continuent de croître à un rythme soutenu (+ 4,8 % après + 5,5 % en 2012), en raison de flux de placements toujours importants et de la revalorisation des titres détenus. L'encours des contrats d'assurance-vie augmente de 3,8 % après une progression de 3,2 % en 2012 grâce à une reprise des souscriptions nettes. Les actions et parts de fonds d'investissement ralentissent (+ 8,8 % après + 16,4 %) : les

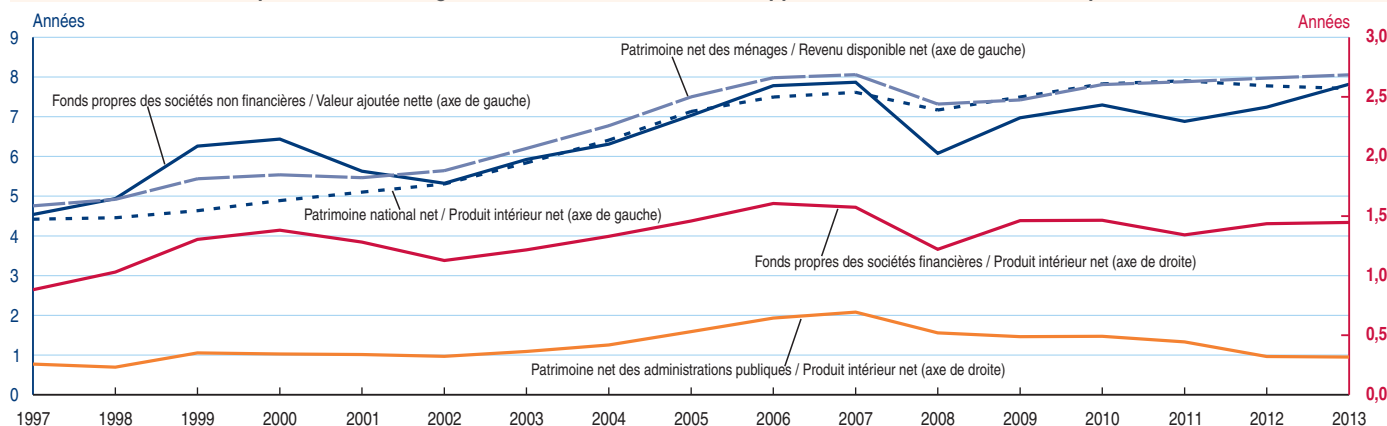
ménages bénéficient d'effets de marchés toujours positifs sur les cours mais allègent leurs portefeuilles. Ils délaissent également les obligations (- 6,6 % après + 10,8 % en 2012). Les placements bancaires décélèrent, l'encours en numéraire et dépôts progressant de 2,6 % après 4,7 % en 2012. L'effet de relèvement des plafonds du livret A et du livret de développement durable en 2012 et début 2013 s'atténuant, les versements nets sur ces livrets diminuent. En

revanche, le faible niveau des taux d'intérêt favorise l'accumulation d'avoirs en numéraire et dépôts à vue dont le coût d'opportunité de la détention se réduit. Du côté du passif, les encours de crédits obtenus par les ménages progressent peu (+ 2,0 %, après + 2,2 % en 2012), en lien avec l'atonie du marché immobilier. Au total, le patrimoine financier net des ménages ralentit (+ 6,3 % en 2013 après + 9,6 % en 2012) mais reste plus dynamique que sur la décennie 2001-2011.

## La hausse des cours boursiers accroît la valeur des fonds propres des sociétés non financières

En 2013, la valeur nette (*définitions*) des sociétés non financières (SNF, *définitions*) atteint 1 951 milliards d'euros. Leurs actifs et leurs passifs financiers s'accroissent dans des proportions similaires tandis que leur patrimoine non financier évolue peu, tant en matière de constructions et terrains que de

### 1 Évolution des stocks patrimoniaux des grands secteurs institutionnels rapportés aux flux macroéconomiques



Lecture : fin 2013, le patrimoine national net représente l'équivalent de 7,7 années de produit intérieur net.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2010.

### 2 Le patrimoine des secteurs institutionnels fin 2013

	en milliards d'euros					en %	
	Ensemble de l'économie nationale	Ménages <sup>(1)</sup>	Sociétés		Administrations publiques	Évolution du patrimoine de l'économie nationale	
			non financières	financières		2011-2012	2012-2013
<b>Actifs non financiers (ANF), dont :</b>	<b>13 541</b>	<b>7 188</b>	<b>4 126</b>	<b>258</b>	<b>1 969</b>	<b>- 0,6</b>	<b>0,2</b>
Constructions et terrains, dont :	11 108	6 642	2 544	205	1 717	- 0,8	0,2
Logements	4 089	3 356	635	39	59	2,8	1,7
Autres bâtiments et génie civil	2 011	173	804	61	973	2,4	1,3
Terrains bâtis	5 008	3 113	1 105	105	685	- 4,6	- 1,4
Machines et équipements	590	48	494	14	34	1,7	1,0
Stocks	376	15	345	-	16	0,5	- 0,4
Autres actifs produits	544	147	264	13	120	1,5	1,1
Autres actifs non produits	923	336	479	26	82	- 1,1	- 0,1
<b>Actifs financiers (AF) hors produits dérivés, dont :</b>	<b>23 268</b>	<b>4 581</b>	<b>5 856</b>	<b>11 706</b>	<b>1 125</b>	<b>4,7</b>	<b>2,6</b>
Numéraire et dépôts	4 738	1 306	458	2 861	113	- 1,1	- 2,3
Titres de créances	3 233	87	58	3 023	65	5,6	- 4,0
Crédits	4 110	28	1 103	2 861	118	1,6	0,6
Actions et parts de fonds d'investissement	7 260	1 296	3 284	2 208	472	13,9	11,6
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	1 797	1 630	48	113	6	3,4	4,5
Assurance-vie	1 530	1 530	-	-	-	3,2	3,8
<b>Ensemble des actifs (A) = (ANF) + (AF)</b>	<b>36 809</b>	<b>11 769</b>	<b>9 982</b>	<b>11 964</b>	<b>3 094</b>	<b>2,6</b>	<b>1,7</b>
<b>Passifs financiers (PF) hors produits dérivés, dont :</b>	<b>23 437</b>	<b>1 355</b>	<b>8 031</b>	<b>11 504</b>	<b>2 547</b>	<b>4,4</b>	<b>2,6</b>
Numéraire et dépôts	5 055	-	-	4 945	110	0,1	- 4,1
Titres de créances	3 824	-	490	1 521	1 813	7,1	- 1,3
Crédits	4 007	1 176	2 037	494	300	2,3	0,8
Actions et parts de fonds d'investissement (Passif en actions)	6 806	8	4 726	2 072	-	10,7	11,5
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	1 806	-	-	1 806	-	3,3	4,1
Assurance-vie	1 531	-	-	1 531	-	3,2	3,8
<b>Solde des produits dérivés (S)</b>	<b>- 27</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>- 28</b>	<b>1</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>
<b>Patrimoine financier net <sup>(2)</sup> = (AF) - (PF) + (S)</b>	<b>- 196</b>	<b>3 226</b>	<b>- 2 175</b>	<b>174</b>	<b>- 1 421</b>		
<b>Patrimoine (ou valeur nette) = (A) - (PF) + (S)</b>	<b>13 345</b>	<b>10 414</b>	<b>1 951</b>	<b>432</b>	<b>548</b>	<b>- 0,3</b>	<b>0,1</b>
<b>Fonds propres = (Patrimoine net) + (Passif en actions)</b>			<b>6 677</b>	<b>2 504</b>			

1. Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

2. Le patrimoine financier net de l'économie nationale s'élève à - 216 milliards d'euros en 2011, - 180 milliards d'euros en 2012 et - 196 milliards d'euros en 2013.

« ns » correspond à « non significatif ».

« - » correspond à un actif non détenu.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2010.

machines et stocks. La formation brute de capital fixe est atone dans l'industrie manufacturière et diminue dans la construction, l'immobilier, le commerce et les transports. Les entreprises réduisent à nouveau leurs stocks, dont l'encours diminue en 2013 (-0,8 %) en l'absence de progression des prix.

En revanche, en 2013, la valeur des actifs financiers des SNF continue de s'accroître à un rythme élevé (+ 9,9 % après + 8,2 %). Dans un contexte de taux d'intérêt bas, les SNF renforcent encore leurs avoirs en numéraire et dépôts (+ 10,9 % après + 8,5 % en 2012) et amplifient leurs cessions nettes de titres de créance, dont les encours baissent ainsi de 15,9 %, après - 11,8 % en 2012. En revanche, les SNF continuent d'acheter des actions. De plus, leurs portefeuilles d'actions bénéficient, comme l'année précédente, d'effets de valorisation largement positifs. Cette revalorisation joue également sur l'encours des actions émises, principale composante du passif. L'investissement reculant, les SNF accroissent peu leur endettement. L'encours de crédit aux entreprises (+ 0,6 % après + 1,6 %) est tiré par l'endettement intra-groupe, alors que les crédits accordés par les institutions financières sont stables. Largement utilisées en 2012, les émissions de

titres de créance sont plus modérées, l'encours augmentant de 0,9 % après 18,1 %. Au total, la valeur nette des SNF baisse (- 5,0 % après - 1,2 %) et leurs fonds propres (*définitions*) progressent (+ 8,0 % après + 6,6 %). En 2013, ils représentent l'équivalent de 7,8 fois leur valeur ajoutée nette, soit un peu plus qu'à la fin 2012 (7,2 fois).

### Les fonds propres des sociétés financières ralentissent

Les sociétés financières (SF, *définitions*) ont principalement à leur bilan des stocks importants d'actifs et de passifs financiers, dont le solde est faible (+ 174 milliards d'euros en 2013) en comparaison du montant des encours. L'encours de numéraire et dépôts

diminue sensiblement à l'actif (- 5,8 % après - 4,7 % en 2012) comme au passif (- 4,1 % après - 0,1 %), du fait de mouvements interbancaires entre SF moins soutenus. L'encours de crédits à l'actif des SF est quasi stable (+ 0,1 % après + 0,5 % en 2012) : les nouveaux crédits bancaires accordés aux ménages s'accroissent, mais les crédits aux SNF ralentissent et les opérations réalisées par les SF avec le reste du monde continuent de reculer, à l'actif comme au passif. Les institutions financières réduisent à la fois leurs avoirs et leurs engagements de titres de créances, dont les encours baissent à l'actif (- 3,9 %) et au passif (- 4,6 %). Les actions et parts de fonds d'investissement augmentent de 8,8 % à l'actif et 5,3 % au passif, principalement du fait de l'évolution positive des

### À quels agrégats rapporter le patrimoine économique ?

Le **produit intérieur brut (PIB)** est égal à la somme des valeurs ajoutées nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché (il s'établit à 2 114 milliards d'euros en 2013).

Le **produit intérieur net (PIN, 1 731 milliards d'euros en 2013)** s'obtient en déduisant du PIB la consommation de capital fixe, qui correspond au coût d'usure du capital au cours de la même période. Il en est de même pour le **revenu disponible net** par rapport au **revenu disponible brut**.

Il est plus pertinent de comparer le stock de patrimoine avec des flux macroéconomiques nets plutôt qu'avec des flux bruts. En effet, le patrimoine est lui-même un stock net, qui tient compte de l'état d'usure et d'obsolescence du capital.

## 3 Évolution du patrimoine des secteurs institutionnels

en %

	Ménages <sup>(1)</sup>			Sociétés non financières			Sociétés financières			Administrations publiques		
	01-11 moy. / an	11-12	12-13	01-11 moy. / an	11-12	12-13	01-11 moy. / an	11-12	12-13	01-11 moy. / an	11-12	12-13
<b>Actifs non financiers (ANF), dont :</b>	<b>8,4</b>	<b>-1,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>6,8</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>9,8</b>	<b>1,6</b>	<b>2,2</b>	<b>7,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,1</b>
Constructions et terrains, dont :	8,9	-1,1	0,1	8,0	-0,4	0,5	10,2	0,8	1,7	8,0	-0,5	0,1
Logements	5,7	2,8	1,6	4,6	2,9	1,7	4,8	4,3	3,0	5,6	2,7	1,5
Autres bâtiments et génie civil	3,2	-0,3	-1,9	5,0	2,9	1,7	7,7	4,8	3,6	5,0	2,4	1,3
Terrains bâtis	14,2	-4,8	-1,4	13,7	-4,2	-1,1	15,3	-2,4	0,1	14,4	-4,5	-1,7
Machines et équipements	0,8	-0,4	-0,6	3,2	1,8	1,1	4,1	7,1	4,8	2,5	2,3	0,9
Stocks	-0,4	-1,4	10,1	3,7	0,6	-0,8	-	-	-	0,1	0,0	0,6
Autres actifs produits	4,9	-2,2	-1,6	3,6	3,3	2,3	3,3	4,3	2,9	2,3	2,2	2,0
Autres actifs non produits	4,0	-5,0	-3,7	10,8	2,4	2,9	16,9	4,0	4,8	7,8	-4,0	-3,0
<b>Actifs financiers (AF) hors produits dérivés, dont :</b>	<b>4,6</b>	<b>5,5</b>	<b>4,8</b>	<b>3,1</b>	<b>8,2</b>	<b>9,9</b>	<b>6,6</b>	<b>2,6</b>	<b>-1,4</b>	<b>4,1</b>	<b>7,4</b>	<b>2,7</b>
Numéraire et dépôts	3,9	4,7	2,6	8,7	8,5	10,9	8,5	-4,7	-5,8	8,0	3,1	-12,0
Titres de créances	-1,6	10,8	-6,6	1,8	-11,8	-15,9	7,0	6,1	-3,9	3,9	-0,4	4,3
Crédits	3,1	2,3	2,9	4,9	2,1	1,6	6,5	0,5	0,1	-1,0	31,7	5,1
Actions et parts de fonds d'investissement	2,5	16,4	8,8	1,5	17,7	15,7	3,4	9,6	8,8	5,1	5,0	5,6
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	7,2	3,3	3,8	1,9	1,0	0,9	57,3	6,9	19,2	3,3	0,2	0,2
Assurance-vie	7,4	3,2	3,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Ensemble des actifs</b>	<b>6,8</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>4,6</b>	<b>4,7</b>	<b>5,9</b>	<b>6,7</b>	<b>2,6</b>	<b>-1,4</b>	<b>6,1</b>	<b>2,2</b>	<b>1,0</b>
<b>Passifs financiers (PF) hors produits dérivés, dont :</b>	<b>6,5</b>	<b>-2,6</b>	<b>1,3</b>	<b>3,5</b>	<b>6,5</b>	<b>9,0</b>	<b>6,6</b>	<b>2,4</b>	<b>-1,0</b>	<b>6,3</b>	<b>11,8</b>	<b>1,3</b>
Numéraire et dépôts	-	-	-	-	-	-	7,4	-0,1	-4,1	5,2	12,4	-4,4
Titres de créances	-	-	-	3,4	18,1	0,9	9,8	0,0	-4,6	7,8	11,2	1,0
Crédits	7,8	2,2	2,0	4,5	1,6	0,6	7,3	-0,8	-3,3	3,2	15,0	4,4
Actions et parts de fonds d'investissement (Passif en actions)	7,0	5,2	4,9	2,9	10,9	14,4	2,0	10,1	5,3	-	-	-
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	-	-	-	-	-	-	7,6	3,3	4,1	-	-	-
Assurance-vie	-	-	-	-	-	-	7,4	3,2	3,8	-	-	-
<b>Solde des produits dérivés (S)</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>	<b>ns</b>
<b>Patrimoine financier net<sup>(2)</sup></b>	<b>3,8</b>	<b>9,6</b>	<b>6,3</b>	<b>4,6</b>	<b>-2,2</b>	<b>6,7</b>	<b>7,6</b>	<b>3,1</b>	<b>-27,7</b>	<b>8,6</b>	<b>15,7</b>	<b>0,3</b>
<b>Patrimoine (ou valeur nette)</b>	<b>6,9</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>9,5</b>	<b>-1,2</b>	<b>-5,0</b>	<b>8,7</b>	<b>2,3</b>	<b>-12,4</b>	<b>5,5</b>	<b>-26,8</b>	<b>-0,4</b>
<b>Fonds propres des sociétés</b>				<b>4,8</b>	<b>6,6</b>	<b>8,0</b>	<b>3,1</b>	<b>8,5</b>	<b>1,8</b>			

1. Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

2. Le patrimoine financier net des sociétés non financières et des administrations publiques est structurellement négatif. Aussi une évolution « positive » traduit-elle une dégradation du patrimoine financier net, qui devient encore plus négatif. À l'inverse, une évolution « négative » traduit une amélioration.

« ns » correspond à « non significatif ».

« - » correspond à un actif non détenu.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2010.

cours. Au total, la valeur nette des SF baisse de 12,4 % et leurs fonds propres ralentissent (+ 1,8 % après + 8,5 % en 2012).

## Le passif des administrations publiques est freiné par la remontée des taux

En 2013, le patrimoine des administrations publiques (APU) est stable (- 0,4 % après - 26,8 % en 2012). Il s'établit à 548 milliards d'euros fin 2013, soit 31,6 % du PIN.

Le patrimoine non financier des APU, composé à 87 % de bâtiments et terrains, varie peu (+ 0,1 % après - 0,5 %). En 2013, l'investissement en bâtiments et ouvrages de génie civil, bien que peu dynamique, compense la baisse du prix des terrains sur lesquels ils sont bâtis. Le patrimoine financier net des APU évolue peu également, le passif (+ 1,3 % après + 11,8 % en 2012) augmentant plus lentement que l'actif financier (+ 2,7 % après + 7,4 %).

À l'actif, l'encours d'actions et de parts de fonds d'investissement augmente (+ 5,6 % après + 5,0 % en 2012), exclusivement du fait de l'appréciation des titres en portefeuille, les APU procédant à des cessions de parts de fonds d'investissements non monétaires en 2013. Parallèlement, les APU acquièrent des titres obligataires (+ 4,3 % après - 0,4 %) et augmentent leur encours de crédits de 5,1 %, après + 31,7 % en 2012. En revanche, elles réduisent leurs avoirs en numéraire et dépôts (- 12,0 % après + 3,1 %).

Au passif, les émissions nettes d'obligations, qui constituent le mode principal de financement des APU diminuent quelque peu (+ 76,6 milliards d'euros après + 87,9 milliards d'euros). Toutefois, le net ralentissement de l'encours (+ 1,0 %, après + 11,2 %) s'explique principalement par la baisse des cours résultant de la remontée des taux à long terme : le taux en fin d'année des emprunts d'État à 10 ans, tombé de 3,15 % en 2011 à 2,25 % en 2012, remonte à 2,43 % en 2013. Ce ralentissement concerne également les crédits qui augmentent de 4,4 % après + 15,0 % en 2012. Au total, la dette publique en valeur de marché augmente de 1,3 % en 2013, contre + 4,5 % pour la dette publique

au sens de la dette de Maastricht (*définitions*). ■

## Sources

### Les comptes nationaux sont passés en base 2010

Comme les autres comptes nationaux, les comptes de patrimoine sont à présent diffusés en base 2010. Dans le cadre de ce changement, des révisions sur les niveaux et les évolutions du patrimoine ont été effectuées par rapport aux publications précédentes.

La méthodologie du changement de base est consultable sur les sites [insee.fr](http://insee.fr), thème « Comptes nationaux - Finances publiques, Comptes nationaux annuels, méthodologie » et [banque-france.fr](http://banque-france.fr), thème « Économie et statistiques, monnaie et finances, comptes financiers et comptes de patrimoine financiers ».

## Définitions

Les **comptes de patrimoine** de la comptabilité nationale recensent les actifs et passifs économiques, c'est-à-dire ceux sur lesquels des droits de propriété peuvent être exercés et qui peuvent procurer des avantages économiques à leurs propriétaires. Ils peuvent être financiers ou non financiers ; ces derniers peuvent être le résultat de processus de production ou avoir une origine naturelle.

Le **patrimoine** (ou **valeur nette**) est défini comme la différence entre la valeur des actifs (financiers et non financiers) et celle des passifs (par nature financiers). Les **actifs** et **passifs** sont comptabilisés à leur valeur de marché en fin d'année. Cette valeur inclut donc les plus ou moins-values latentes relatives à chaque catégorie d'actifs. Ainsi, la valeur du patrimoine peut varier d'une année à l'autre même en l'absence de flux nets de transactions du fait de la fluctuation des prix de marché. Les actions non cotées sont estimées par référence à la valorisation des actions cotées.

La valeur des **biens immobiliers** se décompose entre celle des bâtiments et celle des terrains sur lesquels ils sont implantés. L'essentiel des plus-values immobilières est affecté aux terrains.

La catégorie des **ménages** inclut les particuliers, les entrepreneurs individuels et les institutions sans but lucratif au service des ménages.

Les sociétés sont réparties entre **sociétés financières et non financières**. Les sociétés financières incluent la Banque centrale, les établissements de crédit et assimilés, les institutions financières diverses (entreprises d'investissement, organismes de titrisation notamment), les sociétés d'assurance, les fonds d'investissement monétaires et non monétaires, les auxiliaires financiers et les institutions financières captives.

Les **fonds propres** des sociétés financières et non financières sont mesurés par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.

Le montant de la **dette publique (au sens de Maastricht)** est différent de celui du passif des administrations publiques pour trois raisons. Le périmètre des opérations financières retenues pour la dette publique exclut les produits dérivés et les autres comptes à payer et à recevoir. La dette publique est consolidée : elle ne prend pas en compte les dettes entre administrations. Elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal.

## Bibliographie

- Bachelier A., Mauro L., « Le patrimoine économique national en 2012 - Une quasi-stabilité », *Insee Première* n° 1480, décembre 2013, Insee et Banque de France.
- Bachelier A., Mauro L., « Le patrimoine économique national en 2011 - Hausse de 5 % », *Insee Première* n° 1431, janvier 2013, Insee et Banque de France.
- Couleaud N., Delamarre F., « Le patrimoine économique national de 1978 à 2007 - 30 années au rythme des plus-values immobilières et boursières », *Insee Première* n° 1229, mars 2009, Insee et Banque de France.
- Les comptes de patrimoine sont consultables sur le site [insee.fr](http://insee.fr), thème « Comptes nationaux - Finances publiques, Comptes nationaux annuels, Patrimoine financier et non financier ».

Direction Générale :  
18, bd Adolphe-Pinard  
75675 PARIS CEDEX 14  
Directeur de la publication :  
Jean-Luc Tavernier  
Rédacteur en chef :  
E. Nauze-Fichet  
Rédacteurs :  
J.-B. Champion, A. Houlou-Garcia,  
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu  
Maquette : P. Nguyen  
Impression : Jouve  
Code Sage IP141529  
ISSN 0997 - 3192  
© Insee 2014

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :  
[www.insee.fr/collections-nationales](http://www.insee.fr/collections-nationales)
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) :  
<http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier :  
<http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

